

Overwegende dat aan de vereiste voorafgaande formaliteiten werd voldaan en dat er geen reden bestaat om zich te verzetten tegen de aanvraag uitgaande van de hogeschool;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs,

Besluit :

Artikel 1. In de bijlage bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 24 augustus 2006 waarbij de opleidingen georganiseerd door de « Haute Ecole Lucia de Brouckère » vanaf het academiejaar 2006-2007 erkend worden en voor subsidies in aanmerking worden genomen, wordt de regel :

Kort type	Economisch	Specialisatie «Verdelingsmanagement»	Anderlecht
-----------	------------	--------------------------------------	------------

ingevoegd tussen de regels :

Kort type	Economisch	Specialisatie «Hotelmanagement»	Anderlecht
Kort type	Paramedisch	Afdeling «Dietleer»	Anderlecht

Art. 2. Dit besluit treedt in werking vanaf het academiejaar 2009-2010.

Art. 3. De Minister tot wiens bevoegdheid het Hoger Onderwijs behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 14 mei 2009.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Vice-Presidente en Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2009 — 2959

[C - 2009/29448]

14 MAI 2009. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française réglant l'organisation et le fonctionnement des jurys d'enseignement supérieur de la Communauté française chargés d'octroyer les grades visés aux articles 15 et 18 du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles, notamment l'article 43 modifié par les décrets des 9 septembre 1996, 4 février 1997 et 30 juin 2006;

Vu les procès-verbaux de la concertation du 10 février 2009 et du 18 février 2009 avec les organisations représentatives des étudiants organisée conformément à l'article 32 du décret du 12 juin 2003 définissant et organisant la participation des étudiants au sein des institutions universitaires et instaurant la participation des étudiants au niveau communautaire;

Vu l'avis n° 46.239/2 du Conseil d'Etat, donné le 15 avril 2009 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1° des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de la Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales,

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Dans le présent arrêté, il faut entendre par :

- 1° Décret : le décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles;
- 2° Jury de la Communauté française : jury de la Communauté française chargé d'octroyer les grades visés aux articles 15 et 18 du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles conformément à l'article 43 du décret;
- 3° Jurys d'examens : jurys constitués par les autorités de la Haute Ecole conformément à l'article 41 du décret;
- 4° Règlement des examens : le règlement des examens fixé par les autorités de la Haute Ecole en application de l'article 42 du décret;
- 5° Ministre : le Ministre qui a l'Enseignement supérieur dans ses attributions;
- 6° Arrêté du 2 juillet 1996 : l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 juillet 1996 fixant l'organisation de l'année académique et les conditions de refus d'une inscription et portant règlement général des examens dans les Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française.

CHAPITRE II. — Composition et siège du jury de la Communauté française

Art. 2. Le jury de la Communauté française est constitué au siège de chaque Haute Ecole. Ce jury est divisé en autant de sections qu'il y a d'années d'études conduisant aux grades académiques que confère la Haute Ecole où il est établi.

Art. 3. Pour chaque Haute Ecole, le président du jury de la Communauté française est nommé avant le 15 septembre, pour deux années académiques, par le Ministre, sur la proposition des autorités de la Haute Ecole concernée.

Un président de jury est nommé dans chaque catégorie, pour les sections organisées par la Haute Ecole. Il est choisi au sein de son personnel directeur ou enseignant en activité de service ou retraité.

A défaut de nomination à cette date, les autorités de la Haute Ecole nomment un président intérimaire.

En cas d'absence ou d'empêchement du président, les autorités de la Haute Ecole nomment un président suppléant.

Art. 4. Outre le président ou son suppléant désigné conformément à l'article 3 du présent arrêté, les sections du jury de la Communauté française comprennent le secrétaire et les membres des jurys d'examens correspondants.

CHAPITRE III. — *Inscription aux examens*

Art. 5. L'inscription est prise conformément aux modalités arrêtées par la Haute Ecole choisie par l'étudiant où est établi le jury de la Communauté française.

Art. 6. Le montant du droit d'inscription est égal à celui fixé par l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 juin 1994 relatif au minerval dans l'enseignement supérieur de plein exercice et dans les conservatoires royaux de musique.

Par année académique, un seul droit d'inscription est exigible auprès de l'étudiant pour une même année d'études d'un même cursus.

Le paiement est effectué au siège du jury de la Communauté française. Ce droit d'inscription n'est en aucun cas remboursé.

CHAPITRE IV. — *Fonctionnement*

Art. 7. Les étudiants inscrits au jury de la Communauté française sont évalués sur chacune des activités d'apprentissage qui, dans la Haute Ecole où le jury est établi, relèvent de l'année d'études à laquelle les évaluations se rattachent.

La délibération du jury de la Communauté française porte sur l'ensemble des évaluations.

Le jury se réunit à cet effet au moins deux fois par an.

Art. 8. Sous réserve des dispositions du présent arrêté, toutes les dispositions de l'arrêté du 2 juillet 1996 relatives au chapitre V, « Du règlement général des examens », à l'exception des articles 19, 24, § 3, alinéa 2, et 28, ainsi que le règlement des examens s'appliquent aux étudiants inscrits au jury de la Communauté française.

Toutefois, les autorités de la Haute Ecole adaptent, dans le règlement des examens, les dispositions qui ne sont pas compatibles avec la situation des étudiants qui s'inscrivent auprès du jury de la Communauté française.

Art. 9. Lorsqu'une formation est coorganisée par plusieurs établissements, les autorités des établissements participants constituent un jury commun unique et déterminent le règlement des études et les règles de fonctionnement du jury en vigueur pour ces études.

Art. 10. Dans le mois qui suit la délibération, les présidents du jury de la Communauté française font parvenir les procès-verbaux des délibérations au Gouvernement de la Communauté française, au siège de son administration de l'enseignement supérieur; ces procès-verbaux y sont conservés pendant trente ans.

CHAPITRE V. — *Dispositions abrogatoires*

Art. 11. L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 13 mai 1991 instituant un jury de la Communauté française chargé de conférer les grades délivrés dans la catégorie paramédicale dans les sections Accoucheuse, Soins infirmiers, Ergothérapie et Logopédie de l'Enseignement supérieur non universitaire modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 21 avril 1994, 25 septembre 1995, 22 avril 1996, 5 juin 1996, 20 avril 1998, 19 octobre 2000, 8 novembre 2001, et 30 juin 2006 est abrogé.

Art. 12. L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 13 mai 1991 instituant un jury de la Communauté française pour conférer les grades de candidat en sciences commerciales, de licencié en sciences commerciales et financières, de licencié en sciences commerciales et consulaires, de licencié en sciences commerciales et administratives, d'ingénieur commercial, modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française du 3 février 1997 et 8 novembre 2001, est abrogé.

Art. 13. L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 13 mai 1991 instituant un jury de la Communauté française pour conférer les grades de candidat ingénieur industriel et d'ingénieur industriel, modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française du 4 novembre 1996 et 8 novembre 2001, est abrogé.

Art. 14. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 novembre 1996 instituant un jury de la Communauté française pour conférer les grades délivrés dans la section Agronomie et dans la catégorie technique de l'Enseignement supérieur non universitaire de type long, modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 8 novembre 2001, 27 juin 2002 et 30 juin 2006, est abrogé.

Art. 15. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 février 1997 instituant un jury de la Communauté française pour conférer les grades délivrés dans la section Sciences commerciales et dans la section Ingénieur commercial de la catégorie économique de l'Enseignement supérieur non universitaire de type long, modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 8 novembre 2001 et 30 juin 2006, est abrogé.

Art. 16. Les arrêtés portant nomination des membres des jurys mentionnés aux articles 13 à 17 sont abrogés.

CHAPITRE VI. — *Dispositions finales*

Art. 17. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2010.

Art. 18. Le Ministre qui a l'Enseignement supérieur dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 14 mai 2009.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales,
Mme M.-D. SIMONET

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2009 — 2959

[C — 2009/29448]

14 MEI 2009. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot regeling van de organisatie en werking van de examencommissie voor het hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap belast met het toekennen van de graden bedoeld bij de artikelen 15 en 18 van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in Hogescholen

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen, inzonderheid op artikel 43 gewijzigd bij de decreten van 9 september 1996, 4 februari 1997 en 30 juni 2006;

Gelet op de processen-verbaal van het overleg van 10 februari 2009 en 18 februari 2009 met de verenigingen die de studenten vertegenwoordigen en die ingericht zijn overeenkomstig artikel 32 van het decreet van 12 juni 2003 tot bepaling en organisatie van de deelneming van de studenten aan het leven van de universitaire instellingen en tot instelling van de deelneming van de studenten op gemeenschapsniveau;

Gelet op het advies nr. 46.239/2 van de Raad van State, gegeven op 15 april 2009 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Definities*

Artikel 1. In de zin van dit besluit dient te worden verstaan onder :

- 1° decreet : het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen;
- 2° examencommissie van de Franse Gemeenschap : de examencommissie van de Franse Gemeenschap belast met het toekennen van de graden bedoeld bij de artikelen 15 en 18 van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen overeenkomstig artikel 43 van het decreet;
- 3° examencommissies : de examencommissies samengesteld door de overheid van de hogeschool overeenkomstig artikel 41 van het decreet;
- 4° reglement van de examens : het reglement van de examens bepaald door de overheid van de hogeschool met toepassing van artikel 42 van het decreet;
- 5° Minister : de Minister tot wiens bevoegdheid het hoger onderwijs behoort;
- 6° Besluit van 2 juli 1996 : het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 juli 1996 tot vaststelling van de inrichting van het academiejaar en van de voorwaarden tot weigering van een inschrijving en houdende algemene regeling van de examens in de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde hogescholen.

HOOFDSTUK II. — *Samenstelling en zetel van de examencommissie van de Franse Gemeenschap*

Art. 2. De examencommissie van de Franse Gemeenschap wordt samengesteld bij elke zetel van iedere hogeschool. Deze examencommissie wordt ingedeeld in evenveel afdelingen als er studiejaren zijn die tot de toekenning van de academische graden leiden die door de hogeschool waar de examencommissie zetelt, worden uitgereikt.

Art. 3. Voor elke hogeschool, wordt de voorzitter van de examencommissie van de Franse Gemeenschap vóór 15 september, voor een periode van twee academiejaren, door de Voorzitter, op de voordracht van de overheid van de betrokken hogeschool, benoemd.

Een voorzitter van een examencommissie wordt in elke categorie benoemd, voor de afdelingen ingericht door de hogeschool. Hij wordt gekozen onder de leden van het directie- of onderwijzend personeel die in dienstactiviteit zijn of die in ruste gesteld zijn.

Bij gebrek aan benoeming op deze datum, benoemt de overheid van de hogeschool een voorzitter ad interim.

Bij afwezigheid of verhindering van de voorzitter, benoemt de overheid van de hogeschool een plaatsvervangend voorzitter.

Art. 4. Naast de voorzitter of diens vervanger degelijk aangesteld overeenkomstig artikel 3 van dit besluit, bevatten de afdelingen van de examencommissie van de Franse Gemeenschap de secretaris en de leden van de overeenstemmende examencommissies.

HOOFDSTUK III. — *Inschrijving voor de examens*

Art. 5. De inschrijving geschiedt overeenkomstig de bepalingen vastgelegd door de hogeschool gekozen door de student waar de examencommissie van de Franse Gemeenschap gevestigd is.

Art. 6. Het bedrag van het inschrijvingsgeld is gelijk aan dat bepaald bij artikel 1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 juni 1994 betreffende het collegegeld in het hoger onderwijs met volledig leerplan en in de koninklijke muziekconservatoria.

Er kan van de student enkel eenmaal inschrijvingsgeld geïnd worden per academiejaar voor hetzelfde studiejaar van eenzelfde cursus.

De betaling geschiedt bij de zetel van de examencommissie van de Franse Gemeenschap. Dit inschrijvingsgeld wordt in geen enkel geval terugbetaald.

HOOFDSTUK IV. — *Werking*

Art. 7. De studenten die voor de examencommissie van de Franse Gemeenschap ingeschreven zijn, worden getoetst voor elke leeractiviteit die, in de hogeschool waar de examencommissie ingericht wordt, onder het studiejaar ressorteert waarmee de evaluaties verbonden zijn.

De beraadslaging van de examencommissie van de Franse Gemeenschap heeft betrekking op alle evaluaties.

De examencommissie vergadert daartoe minstens twee maal om het jaar.

Art. 8. Onder voorbehoud van de bepalingen van dit besluit, zijn alle bepalingen van het besluit van 2 juli 1996 met betrekking tot hoofdstuk V « Algemeen reglement van de examens », met uitzondering van de artikelen 19, 24, § 3, tweede lid en 28, alsook het reglement van de examens van toepassing op alle studenten ingeschreven voor de examencommissie van de Franse Gemeenschap.

Nochtans, past de overheid van de hogeschool, in het reglement van de examens, de bepalingen aan die onverenigbaar zijn met de toestand van de studenten die zich inschrijven voor de examencommissie van de Franse Gemeenschap.

Art. 9. Wanneer een opleiding ingericht wordt door meerdere inrichtingen, wordt door de overheid van de deelnemende inrichtingen een enige gemeenschappelijke examencommissie ingericht en bepaalt ze het reglement van de studies en de regels voor de werking van de voor deze studies geldende examencommissie.

Art. 10. Binnen de maand die volgt op de beraadslaging, laten de voorzitters van de examencommissie van de Franse Gemeenschap de processen-verbaal van de beraadslagingen aan de Regering van de Franse Gemeenschap geworden, op de zetel van haar bestuur voor hoger onderwijs; deze processen-verbaal worden er tijdens dertig jaar behouden.

HOOFDSTUK V. — *Opheffingsbepalingen*

Art. 11. Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 13 mei 1991 tot instelling van een examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het toekennen, in de paramedische categorie, van de graden van de afdelingen Voedvrouw, Verpleegzorg, Arbeidstherapie en Logopedie van het niet-universitair Hoger onderwijs, gewijzigd bij de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 21 april 1994, 25 september 1995, 22 april 1996, 5 juni 1996, 20 april 1998, 19 oktober 2000, 8 november 2001 en 30 juni 2006, wordt opgeheven.

Art. 12. Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 13 mei 1991 tot instelling van een examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het toekennen van de graden van kandidaat in de handelswetenschappen, van licentiaat in de handels- en financiële wetenschappen, van licentiaat in de handels- en bestuurswetenschappen, van handelsingenieur, gewijzigd bij de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 februari 1997 en 8 november 2001, wordt opgeheven.

Art. 13. Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 13 mei 1991 tot instelling van een examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het toekennen van het diploma van de graden van kandidaat-industrieel ingenieur en van industrieel ingenieur, gewijzigd bij de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 4 november 1996 en 8 november 2001, wordt opgeheven.

Art. 14. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 4 november 1996 tot instelling van een examencommissie van de Franse Gemeenschap om de graden uitgereikt in de afdeling Landbouwkunde en in de technische categorie van het niet-universitair Hoger onderwijs van het lange type toe te kennen, gewijzigd bij de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 8 november 2001, 27 juni 2002 en 30 juni 2006, wordt opgeheven.

Art. 15. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 februari 1997 tot instelling van een examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het toekennen van uitgereikt in de afdeling Handelswetenschappen en in de afdeling Handelsingenieur van de economische categorie van het niet-universitair Hoger onderwijs van het lange type, gewijzigd bij de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 8 november 2001 en 30 juni 2006, wordt opgeheven.

Art. 16. De besluiten houdende benoeming van de leden van de bij de artikelen 13 tot 17 vermelde examencommissies worden opgeheven.

HOOFDSTUK VI. — *Slotbepalingen*

Art. 17. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2010.

Art. 18. De Minister tot wiens bevoegdheid het Hoger Onderwijs behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 14 mei 2009.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET